



Déclaration préalable FSU 88 – 8 juillet 2024

Comité départemental de l'Éducation nationale



Nous sommes réun·es pour un comité départemental de l'Éducation nationale, dont la tenue initiale a été reportée suite à la dissolution de l'Assemblée nationale et la tenue de nouvelles élections législatives.

Les résultats des élections européennes et le premier tour des élections législatives n'illustrent que trop bien la place désormais confortable que le parti d'extrême droite occupe et le département des Vosges a choisi de donner la majorité à deux d'entre eux sur le secteur de Saint-Dié et celui de Vittel. Les politiques, les idées et les pratiques de l'extrême droite fragmentent la société et ont des effets délétères sur le débat public. Qu'il s'agisse de l'emploi et du travail, des luttes contre les discriminations, de la vie dans des territoires fortement soumis aux inégalités, des services publics, à commencer par l'école publique, les politiques xénophobes, antisociales et violentes à l'égard des plus démun·es n'épargnent aucun secteur de la société.

L'extrême droite est incompatible avec les valeurs démocratiques et les revendications portées par la FSU et plus largement l'ensemble du mouvement syndical.

Mais hier soir les Français ont décidé de faire barrage à ces idées nauséabondes.

Cependant nous dénonçons les conséquences désastreuses des politiques économiques et sociales menées par les gouvernements Macron, qui ont fait le lit des idées portées par le Rassemblement National. L'extrême droite peut remercier les gouvernements qui se succèdent depuis 2017, à commencer par le ministère de l'Éducation nationale. La mise en avant d'un lexique violent (« choc » des savoirs), l'instauration du Service National Universel, coûteux et contesté, le projet d'instaurer le port de l'uniforme, l'assignation sociale orchestrée entre autres par le bac Blanquer, la labellisation des manuels scolaires inédites depuis la France de Vichy, les polémiques incessantes sur l'autorité, la stigmatisation de certaines populations *via* le port de l'abaya ou les menus halal... Tous ces éléments sont à la charge de l'exécutif, et nous n'avons cessé de les dénoncer, en vain. À ce sujet, le mépris des corps intermédiaires, au premier rang desquels les organisations syndicales, est lui aussi éloquent. Plus récemment, les collègues corrigeant les épreuves de mathématiques du diplôme national du brevet se sont vu·es demander de dénoncer les correcteurs et correctrices qui partiraient trop tôt au goût des IPR. **Jusqu'où cette caporalisation délirante ira-t-elle ?**

Sur le choc des savoirs plus précisément, les formations réalisées par les IPR de lettres et de mathématiques dans les différents bassins ont souvent été vécues comme des tentatives de mise au pas. Nous continuons à dénoncer l'assignation sociale inhérente à ce projet, les groupes de niveaux dont toutes les études convergent pour montrer qu'ils creusent les inégalités, l'entrisme des entreprises de plus en plus précoce dans la scolarité... **L'École publique n'a pas vocation à former des exécutant·es mais des citoyen·nes éclairé·es et critiques.**

Dans le premier degré, alors que les collègues sont nombreuses et nombreux aux portes de l'épuisement professionnel, dans un contexte d'école inclusive sans moyens et de tensions sociales avec les parents ou la hiérarchie et que les besoins et solutions sont connus des enseignant·es (plus de RASED, moins d'élèves par classe comme les autres pays de l'OCDE, plus d'AESH mieux formé·es et rémunéré·es, formation continue sur temps de travail, revalorisation de tous les personnels...) les mesures du « choc des savoirs » sont totalement hors sujet et fortement teintées des idées réactionnaires d'extrême droite. L'imposition d'une méthode « de Singapour » sans aucune formation ni explication aux collègues, l'évaluation systématique à tous les niveaux de classe, des nouveaux programmes écrits à partir des guides du ministère plutôt que de la recherche, sont autant de mauvaises réponses qui vont encore plus détériorer l'École.

Nous continuerons à prendre toute notre part dans la construction de l'unité au côté de la société civile organisée, à porter nos propositions pour contribuer à bâtir une alternative sociale, féministe et écologiste aux antipodes de ce que porte l'extrême droite ainsi que des politiques néolibérales qui font son terreau depuis des années.